Le renouvellement d'une identité de frontière

Les effets des bouleversements internationaux sur la notabilité dans le comté de Nice : 1792, 1848, 1870

Thierry Couzin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/2603>

DOI : 10.4000/cdlm.2603

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2007

Pagination : 151-167

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Thierry Couzin, « Le renouvellement d'une identité de frontière », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 74 | 2007, mis en ligne le 24 août 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/2603> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.2603>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Le renouvellement d'une identité de frontière

Les effets des bouleversements internationaux sur la notabilité dans le comté de Nice : 1792, 1848, 1870

Thierry Couzin

- 1 La problématique de la notabilité engage inévitablement la question de l'origine et du renouvellement des élites. Dans le cas niçois¹ elle plonge ses racines dans la souveraineté de la Maison de Savoie. L'usage de la notion de crise ouvre des perspectives en invitant à penser la rupture comme un moment révélateur d'une conscience sociale. Or, l'origine de la théorie des élites ramène aux pionniers qui cherchèrent, d'abord en France avec Taine et Tocqueville, à évaluer l'importance de l'avènement de la démocratie représentative du point de vue de la période précédente qui sera alors pensée en termes d'Ancien Régime².
- 2 Dans ces conditions le choix des révolutions du XIX^e siècle dans leur impact local s'imposait. Par trois fois en effet le comté de Nice se trouva face à des bouleversements externes mais dont le caractère militaire emporta les hommes dans la « *grande histoire* ». En 1792 l'entrée des troupes françaises du général d'Anselme apportait dans ses bagages la République. En 1848 l'octroi d'une constitution libérale par Charles-Albert posa la question nationale avec d'autant plus d'acuité que l'armée piémontaise s'était engagée dans une lutte de libération dans la péninsule. En 1870 la guerre franco-prussienne provoqua des remous séparatistes au sein desquels la résolution du problème romain ne saurait être négligée. Nous tenterons pour finir une esquisse des liens qui unissent ces crises aiguës dans un temps commun.
- 3 Pourtant des modalités du passage d'une classe dominante à une classe dirigeante, suivant la distinction d'Arno Mayer³, comme des travaux de Michel Derlange, Hervé Barelli et Paul Gonnet sur les stratégies de carrières, nous ne saurions discuter. Le cadre de cette étude ne nous a pas permis de réaliser à ce propos une analyse fine que l'abondance des sources rend périlleuse. Au mieux pouvons-nous proposer un faisceau de destinées individuelles dans un cadre dont l'unité fit l'objet de polémique.

- 4 Alpes-Maritimes : l'appellation n'était pas nouvelle. Cette province romaine créée dès l'époque d'Auguste se distingue alors de la Provence désignée par César comme *Gallia Provincia* ou *Provincia ulterior*⁴. Comme en écho à cette conscience précoce des limites à l'époque de la Révolution française il se trouvait encore des voyageurs allemands pour caractériser ce pays d'après la corruption des mœurs de ses habitants résultant de sa proximité avec les Italiens⁵. Avec ses changements de souveraineté, le XIX^e siècle a-t-il produit un rapport original entre l'identité du groupe dominant et le territoire dans lequel s'exerçait sa primauté en introduisant le suffrage comme élément constitutif du pouvoir ? Tel sera le propos principal de cette causerie.

I - 1792 : les opportunités de la Révolution

- 5 La noblesse dans le comté de Nice était de facture récente. Ses contours se dessinent vers la fin du XVII^e siècle lors de l'inféodation de communautés jusqu'alors gouvernées d'après leurs chartes médiévales. Pour pallier un *statu quo* qui grevait ses revenus, l'Etat imposa contre la concession de titres et de droits seigneuriaux le versement par les acquéreurs à la Chambre des Comptes du duc de Savoie une somme fixée en livres d'argent⁶. Dans le même temps, en ville, les prêtres des marchands servaient des rentes réduites mais actualisées au cours du marché et par conséquent tenant compte de la dépréciation de la monnaie courante. Quoique modestes, ces placements protégeaient les patrimoines. Au XVIII^e siècle ces gens aisés s'anoblissent par l'achat de titres accompagnés de terres ou d'offices⁷. Telle apparaît la classe dominante à la veille de la Révolution quoique la conscience d'un rôle directeur semble lui faire défaut⁸.
- 6 La commune de Nice était organisée en application de la décision de Victor-Amédée III du 4 septembre 1775 par le système tripartite du consulat. Il s'agissait de nommer sur une liste proposée le 1^{er} consul dans le groupe des nobles, le 2^{ème} consul parmi les négociants et le 3^{ème} consul chez les artisans. L'entrée de l'armée française le 29 septembre 1792 provoqua la réunion d'une assemblée provisoire de 70 membres dont 42 pour la commune de Nice chargée de préparer le rattachement du comté aux nouvelles institutions. Le déroulement des élections locales sanctionna le 20 décembre 1792 le passage d'une souveraineté à l'autre dont la légitimité tint dans l'expression du vœu du peuple de Nice.
- 7 Le choc de la nuit du 4 août 1789 à Paris eut ici des résonances particulières tenant aux fonctions assignées aux édiles sous la monarchie sarde. C'est d'abord le baron Giacomini. Nommé percepteur de l'impôt sur le pain par le Conseil communal de Nice le 9 mars 1792⁹, et propriétaire des terres du Var aliénées aux enchères publiques le 1^{er} juin 1792¹⁰, Joseph Giacomini fut élu par ses pairs maire de la ville au 1^{er} octobre 1792¹¹. C'est ensuite Jean-François Defly. Nommé recteur des hôpitaux Saint-Roch et Sainte-Claire le 9 mars 1792 par le Conseil communal de Nice¹², Jean-François Defly se retrouva membre de la commission municipale au 1^{er} octobre 1792¹³. Il apparaît encore le 3 janvier 1793 dans une liste rassemblant ceux qui ont de leur propre volonté abandonné leurs privilèges et prérogatives dont l'abolition venait d'être prononcée à Nice par décrets de la Convention nationale¹⁴. Et encore Charles Passeron : désigné conseiller de 1^{er} classe pour la commune de Nice le 6 juillet 1792¹⁵, Charles Passeron fut élu scrutateur à l'assemblée des communes du ci-devant comté de Nice le 19 décembre 1792¹⁶ et apparaît dans la liste de ceux qui abandonnèrent de plein gré leurs privilèges en vertu

des décrets de la Convention nationale le 3 janvier 1793¹⁷. C'est enfin Pietro Laurenti. Elu conseiller de 3^{ème} classe de la ville de Nice le 20 janvier 1792¹⁸, il prête serment le 31 janvier 1792 de respecter les constitutions royales et le *Regolamento de' Pubblici*¹⁹ mais ceci ne l'empêcha pas de devenir membre de la commission municipale rassemblée le 1^{er} octobre 1792²⁰.

- 8 Le parcours des quelques personnalités présentées ici illustre une remarquable adaptation au changement. Celui-ci fut non seulement institutionnel mais indiqua une sorte de professionnalisation de la charge publique qui devint en elle-même sa propre fin. En effet avant la Révolution le caractère honoraire de la fonction édilitaire permettait le transfert de ses prérogatives dans la sphère économique et sociale. La notabilité à Nice se définissait par son intervention dans des secteurs comme l'exploitation des richesses, les subsistances et la santé. Ceux-ci représentaient un dispositif de sécurité gouvernemental dans la circulation des biens, des grains et de l'épidémie²¹. Mais le contrôle de police sur le bien-être dans lequel les notables étaient un relais sûr demeurait possible par l'absence de dissociation des fonctions de l'Etat savoisien dont le mercantilisme sclérosait l'administration dans un rôle de gestion de la pénurie.
- 9 Cette relation est abandonnée avec la déclaration solennelle du 3 janvier 1793 en application des décrets de la Convention nationale des 15 et 17 décembre 1792 par laquelle 14 des hommes les plus distingués renonçaient à tous leurs privilèges et prérogatives. Outre Charles Passeron et Jean-François Defly il s'agissait des citoyens Charles Massilia, Charles Million, Pierre Baudoin, Jean-François Detta, Annibal Cotta, Charles Gally, Barli Fabri, Jean-Baptiste Feraudy, Doneud, Giuglia, Gastaldi et Honoré Gally²².
- 10 La séparation entre le secteur public et le domaine privé était une trace du processus d'autonomisation de la sphère politique engagé par l'Etat français. Les élites qui adhèrent à cette brisure reléguèrent leurs fortunes dans l'ordre privé comme condition de la participation à un espace public en voie de formation par la délimitation d'un pouvoir législatif caractérisé par la généralisation de la libre parole²³. La création de la société populaire le 2 octobre 1792 s'inscrit dans cette logique. En fin de compte nous avons donc là l'indice de l'émergence d'une classe bourgeoise niçoise.
- 11 Le phénomène de l'émigration met un bémol à cette acculturation en accentuant la pluralité des choix individuels. Parmi les quelques familles nobiliaires qui choisirent de rester au pays, peu nombreuses furent celles qui participèrent aux assemblées de la Convention. Lieu de substitution du monopole aristocratique par des valeurs légitimantes, richesse, mérite, culture, ces réunions avaient pour fonction d'assurer la coordination de l'Etat avec sa représentation²⁴. Le cadre de celle-ci fut fixé dès la proclamation le 31 décembre 1792 du département des Alpes-Maritimes qui reproduisait exactement les limites du comté de Nice plus le rattachement de la principauté monégasque. La circonscription permit, hors du chef-lieu, au personnel de se perpétuer, ainsi de Jean-Baptiste Lions à Guillaumes²⁵.
- 12 C'est assurément dans le maintien du prestige de la municipalité de Nice qu'il faut situer les motivations d'intégration à la France d'un Joseph-Marie Grimaldi ou d'un Charles-François Peyre. C'est semble-t-il au contraire les opportunités partisans qui séduisirent certaines ambitions, ainsi de Trinchieri, voire de Jean-François de Orestis que l'on vit même assister à des séances de la société populaire²⁶.

- 13 La règle demeurant que ces hommes jouèrent d'abord la carte de l'indépendance de Nice placée sous le protectorat de la République, puis après l'annexion, d'une alliance avec les jacobins allogènes afin de se garantir un statut dans l'administration d'autant plus facilement concédé que la constance des carences dans l'approvisionnement en blé nécessitait avances de fonds et emprunts forcés²⁷. La France avait besoin de créanciers et la noblesse locale issue principalement du service de reconnaissance. Il y eût sans doute sur ce point une recomposition des solidarités et ce n'est pas le moindre paradoxe que de constater la persistance d'un régime à l'autre de la gestion de l'annone.

II - 1848 : une nationalité manquée

- 14 Le 4 mars 1848 la promulgation du *Statuto* introduisait le suffrage censitaire des représentants à la Chambre des députés à Turin. La province de Nice était divisée en collèges électoraux, chaque collège d'après l'article 63 élisait un seul député. Nice rassemblait deux circonscriptions ce qui était une exception parmi les cités du royaume. Afin d'élargir la consultation le cens fut fixé à 20 liras d'impôts directs contre 49 liras en Piémont, on obtint ainsi 700 électeurs dans chacun des collèges niçois²⁸. Le suffrage avait évité d'exprimer le résultat de l'addition de décisions émanant d'assemblées régionales en se gardant d'anticiper sur le maintien d'une communauté divisible en corporations.
- 15 Le 25 mars 1848 Charles-Albert déclarait la guerre à l'Autriche et l'armée piémontaise avec son contingent de Niçois franchit le Tessin. On était loin du peuple en armes, et plus encore d'un corps de professionnels. Contrairement aux Savoyards les Niçois ne bénéficiaient d'aucuns privilèges puisqu'ils furent incorporés au même titre que les autres régnicoles dans les régiments communs²⁹. Après la défaite de Custoza le 25 juillet 1848 l'obtention des pleins pouvoirs à Charles-Albert inaugura le 2 août 1848 le sens national de l'affrontement³⁰.
- 16 Le 27 avril 1848 s'était donc déroulé le premier scrutin législatif avec pour arrière plan la guerre du royaume de Sardaigne contre l'Autriche. Lors du suffrage, les collèges de Puget-Théniers, Sospel et Utelle complétèrent le découpage de Nice. Benoît Bunico et Dominique Galli furent élus à Nice, Jean-Baptiste Barralis arriva en tête à Sospel comme à Utelle et Barthélemy Leotardi devint le député de Puget-Théniers. Le siège d'Utelle étant resté vacant par désistement de Jean-Baptiste Barralis, le 2 juillet 1848 l'élection partielle consacra la victoire d'Octave Thaon de Revel³¹. Pour ce qui est de la province de Nice l'organisation des élections était une première pour l'Etat savoisien réclamant d'appliquer scrupuleusement la loi. L'âge libéral se frotte aux réalités locales et l'intendant Felice di Boccard y joue un rôle dépassant ses fonctions purement administratives. Pour la seconde fois en un demi-siècle les communautés d'habitants réagissent à l'élaboration de principes politiques dont on ne sait s'ils furent compris comme un usage local des institutions ou comme une variante d'une routine villageoise déjà enracinée dans l'assemblée générale des chefs de famille.
- 17 En effet, la question épineuse de la persistance du pouvoir au village a été étudiée. On a pu être attentif à la mesure de l'impact de la centralisation à Puget-Théniers en 1792 selon le degré d'intégration des délibérations communales dans le cadre des orientations nationales³². D'autre part au regard de la survivance d'une appropriation collective des moyens de subsistance, l'efficacité administrative à l'égard des

communautés ne craignait pas d'adopter une pratique tutélaire, par l'intermédiaire de l'intendant, déjà éprouvée par l'expérience dans les siècles passés³³. Et encore dans le Val d'Entraunes le transfert de souveraineté de 1860 put être affecté par le précédent de l'appartenance à l'Etat français qui avait pris fin exactement un siècle auparavant³⁴. Il se peut même que les limites communales coïncident avec les frontières nationales, ainsi à Saint-Léger le pâturage des troupeaux a-t-il des échos qui fondent une conscience politique³⁵. D'ailleurs, partout les contraintes naturelles de la diffusion de l'information limitent les efforts certains de l'Etat pour tisser des liens qui rythment au plus proche le quotidien de l'humain³⁶. Bref, chaque village est un petit monde en soi dans lequel la perception élémentaire des relations de pouvoir importe pour la compréhension d'un édifice politique en construction.

- 18 Un mois après les élections, le 27 mai 1848, le syndic de Guillaumes, Durandy, croit de son devoir, sans que cela soit prescrit par un règlement, d'adresser une lettre, rédigée en français, à l'intendant général de Nice afin de l'informer sur le bon déroulement des opérations dans le collège de Puget-Théniers. Il précisait notamment que le paquet contenant les bulletins de vote avait bien été remis pour son transport à l'officier des postes Isnardy. Le 14 avril 1848 l'intendant général lui avait déjà écrit, en italien, pour lui demander de payer la somme de 20 livres au facteur Francesco Daniel pour ses indemnités du voyage fait dans les communautés de ce mandement pour l'acheminement du paquet contenant la nouvelle loi électorale.
- 19 On retrouve, terme pour terme, la reproduction de ce même ordre de paiement pour les communautés de Villars, Saint-Martin de Lantosque, Levens, Utelle et Roquestéron. L'injonction montre que les villages devaient supporter le poids financier des procédures électorales dans leur circonscription comme une sorte d'appel à la responsabilité de la participation. Le fait qu'il fallait parfois en réclamer le paiement témoigne ainsi de sa difficile distinction avec la séculaire centralisation administrative. Dans le cas de Guillaumes, il faut remarquer qu'une marque de zèle civique en ce contexte exceptionnel pouvait coexister avec une habitude, dont l'origine remonte à l'annexion prévue par le traité de Turin de 1760, indiquant que la diversité des usages linguistiques demeurerait compatible avec l'exercice des nouvelles institutions³⁷.
- 20 Le cas de Coaraze illustre les voies que la résistance à l'intrusion d'un lointain pouvoir dans les affaires de la communauté a pu emprunter. En effet le 6 juin 1848 l'intendant dans une lettre au syndic de Coaraze reprit ses raisons du refus de payer le prix dû au courrier pour l'expédition de la liste électorale. La querelle, toute procédurière, tint au fait que le syndic de Coaraze prétendait déjà avoir payé pour ce pli à la date limite du 25 avril 1848. La contestation donna lieu à une correspondance de 6 lettres et pour finir, le 16 juin 1848, aboutit sur le bureau de Giulia, président de la Cour d'Appel de Nice, soit une magistrature issue de la journée du 4 mars 1848³⁸. On ne sait finalement si la somme a été réglée mais le recours à une justice munie de codes et nouvellement séparée du politique laisse voir comment la connaissance des rouages les plus libéraux de l'Etat moderne pouvait être utilisée contre l'administration. Les parties prenantes jouèrent en effet ici sur le chevauchement de l'attribution des compétences civile et administrative dont l'usage datait alors de l'automne 1847³⁹, à peine 9 mois auparavant. L'autorité gouvernementale ne manquait cependant pas de moyens pour éviter les transgressions. Ainsi le 8 juin 1848 le ministre de l'intérieur Vincenzo Ricci s'était adressé à l'intendant de Nice à propos de la convocation du collège électoral d'Utelle, dont le syndic était Roubaudi, et soulignait qu'afin d'empêcher un vice de forme qui

provoquerait l'annulation du suffrage il fallait suivre les indications précisées dans le formulaire type joint au courrier⁴⁰.

- 21 En cette matière aussi la codification des pratiques avait pour but de dépasser les obstacles locaux. En l'occurrence la double candidature victorieuse de Jean-Baptiste Barralis venait de faire apparaître ce qu'était la définition même d'un dysfonctionnement. L'application des principes électoraux du *Statuto* laissait un vide juridique sur la représentation communale issue du grand édit du 29 novembre 1847 sur l'administration territoriale. Par conséquent à Nice le corps consulaire avec à sa tête Hyacinte Audiberti, 1^{ère} classe, Escoffier Dieudonné, 2^{ème} classe, et Joseph Martin, 3^{ème} classe⁴¹ fut maintenu jusqu'à la promulgation de la loi du 7 octobre 1848 qui imposa aux corps intermédiaires et au niveau de base le même collège électoral constitué pour la représentation parlementaire⁴². Jusque-là le conseil communal de Nice avait fait preuve d'une collaboration sans reproches dont témoigne le 4 mai 1848 la décision d'accorder une aide financière aux familles des militaires appelés sous les armes sous la responsabilité des mêmes hommes, Luigi Gerbin et Giuseppe Rayolles, flanqués pour l'occasion de Gio-Michele Michaud, qui avaient dirigé le recrutement de la *milizia comunale*⁴³.
- 22 Le maintien dans l'opinion publique éclairée du lien entre l'émergence d'une bourgeoisie et la légitimité de la guerre indiquait encore la présence d'une conscience nationale inséparable de la persistance du pouvoir des Savoie⁴⁴. En cela la province de Nice ne se distinguait guère des autres circonscriptions du royaume, ce qui laissait aux rédacteurs de *L'Echo des Alpes-Maritimes* toute latitude de saluer la réussite confédérale de la Suisse pour mettre fin à la guerre du Sonderbund.

III - 1870 : la République plébiscitée

- 23 A la suite de la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne la France déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870. La nouvelle de l'ouverture des hostilités est accueillie à Nice par une série de manifestations contradictoires décrites par la correspondance du 21 juillet 1870 du Consul général Galateri di Genola au ministre italien des affaires étrangères Visconti Venosta. Dans les cafés on chante toutes sortes d'hymnes et notamment la *Marseillaise* jusqu'alors interdite. La nuit des groupes de jeunes courent dans les rues en faisant du tapage. Il a été entendu crier *Viva l'Italia* et *Viva Garibaldi*. Un soldat humilia un prêtre pour manifester sa joie. Le Consul en conclut qu'il ne fallait pas déduire de ces événements la volonté d'une alliance militaire de l'Italie à la France car il n'y a pas ici de plan politique préétabli⁴⁵. C'est que le jeune Etat italien demeure préoccupé par le retentissement international de ses rapports avec la Papauté. Une circulaire rédigée par le ministre des affaires étrangères à l'attention de tous les diplomates déclare le 29 août 1870 :
- 24 « Si l'arrangement que nous proposons était réalisé, heureux effets s'en étendraient bien au delà de nos frontières, car ce n'est pas seulement l'Italie que l'antagonisme entre le sentiment religieux et l'esprit de civilisation et de liberté trouble les consciences et jette le désordre moral parmi les populations »⁴⁶.
- 25 Après la défaite de Sedan Napoléon III abdique le 2 septembre 1870. Ce jour même Minghetti, ministre à Vienne, rapporte à Visconti Venosta, l'écho d'un complot anti-

français à Nice à propos duquel Angeli, lié avec le comte Brassier de Saint-Simon, se trouve à Florence⁴⁷.

- 26 Le 4 septembre 1870 le Conseil municipal de Nice réuni sous la présidence du marquis de Constantin propose « *en prévision d'événements possibles qui pourraient rendre difficile les convocations promptes du Conseil municipal* » la nomination d'une commission de 6 membres, Piccon, Bergondi, Avigdor, Gioan, Girard, et Féraud, qui évoque sur le champ la constitution d'une garde nationale sédentaire. Dans la soirée arrive la dépêche du ministre de l'intérieur Gambetta annonçant la proclamation de la République « *constituée et ratifiée par l'acclamation populaire* »⁴⁸. La formation d'un gouvernement de défense nationale est immédiate⁴⁹. Le lendemain 5 septembre 1870 le Consul général d'Italie à Nice envoie au ministre des affaires étrangères Visconti Venosta des nouvelles sur l'annonce de la proclamation de la République à Paris provoquant à Nice des mouvements populaires favorables tant à la France qu'au retour du pays à l'Italie. Le préfet Gavini convoque d'urgence le Conseil municipal pour maintenir l'ordre public⁵⁰. Le 6 septembre 1870 Pierre Baragnon est nommé préfet des Alpes-Maritimes doté des pleins pouvoirs civils et militaires. Le Conseil municipal se rassemble le 7 septembre 1870 sous la présidence du maire Malaussena qui manifeste son intention de démissionner⁵¹. Ce même jour le Secrétaire général des affaires étrangères, Blanc, prévient les ministres à Berlin, Londres, Madrid, Munich, Pétrograd, et Vienne qu'une députation de Niçois est partie pour prier Garibaldi de venir proclamer à Nice la République italienne⁵².
- 27 Les événements se précipitent alors. Le 11 septembre 1870 Visconti Venosta envoie un message au ministre à Paris, Nigra, pour lui signaler que le préfet de Nice a demandé à Toulon des militaires, pour garantir le territoire qu'il croit menacé par les troupes italiennes postées sur la frontière, alors que le bataillon italien a été envoyé en prévision des agitations des ouvriers dans les Alpes-Maritimes. D'ailleurs, Garibaldi, mêlé à des projets sur Nice embarrassants pour la France, est surveillé⁵³. Toujours le 11 septembre 1870, Galateri di Genola envoie une correspondance à Visconti Venosta. Une lettre de Garibaldi a été saisie par le préfet Baragnon dans laquelle le général exprime son plus vif désir de voir proclamer la République à Paris. Le parti italien à Nice y voit une trahison et l'ex-député Laurenti Robaudi favorable aux italiens ne sait comment l'interpréter⁵⁴. Enfin, lors de la séance du Conseil municipal le 13 septembre 1870, le préfet déclare : « *Considérant que dans les circonstances présentes le Conseil municipal de la ville de Nice ne peut être renouvelé par le libre exercice du suffrage universel sans une perte de temps précieux (...) et que la République a actuellement annulé les fonctions des anciens titulaires* ». Il nomme Louis Piccon, maire, Septime Avigdor, 1^{er} adjoint, Jean-Baptiste Toesca, 2^{ème} adjoint, et Jean Draghi, 3^{ème} adjoint⁵⁵.
- 28 Désormais, avec l'appui des partisans de l'ordre républicain, le sort de Nice est lié à celui de Paris. Galateri di Genola informe encore le 14 septembre 1870 Visconti Venosta du recrutement d'Italiens pour le compte de Garibaldi dans les Alpes-Maritimes⁵⁶. Les inquiétudes légitimes persistent à Nice jusqu'à l'enrôlement de Garibaldi à la tête de l'armée des Vosges. Paris capitule le 28 janvier 1871 et suivant les exigences de Bismarck des élections sont organisées pour la constitution de l'Assemblée nationale le 8 février 1871. Thiers est plébiscité et devient le chef de la République française. A Nice, la confiscation par le pouvoir exécutif du jeu des élections locales après la chute de NapoléonIII sanctionna les difficultés d'un ancrage autre que garibaldien de la République dans les élites niçoises.

IV - Un temps construit : la petite patrie

- 29 Militaires, les premiers pas de la Révolution française à Nice en 1792 n'eurent pas initialement pour effet de provoquer un renouvellement massif des hommes. Tandis qu'en ville les nouveaux clivages partisans sont rapidement assimilés⁵⁷, dans le moyen et le haut pays la pratique d'une consultation à laquelle les communautés étaient rompues⁵⁸ rendit possible un détournement du caractère subversif des institutions qui se traduisit éventuellement par l'abri de barbets⁵⁹. Espace expérimental⁶⁰, le département ne s'imposa pas d'emblée comme le cadre approprié de la représentativité, et attendra l'amnistie de 1802 et l'arrivée du préfet Joseph Dubouchage pour rassembler les énergies⁶¹. Deux générations plus tard, en 1848, la question de l'assemblage des corps intermédiaires conduisit l'Etat Piémontais à pénétrer jusque dans les villages les plus reculés du pays niçois. La guerre en Italie du Nord imposa une autre logique qui ménagea aux officiers un avenir à son service⁶². Territoire de frontière, dans les Alpes-Maritimes l'attachement à la République en 1870 indiqua aussi le souhait d'une résolution italienne de la question romaine avec la fin des prétentions de Napoléon III à défendre le magistère pontifical. Avant sa proclamation officielle, à Paris, les partisans de la République avaient ainsi inquiété l'équilibre des puissances car cet engagement se cristallisa autour de la figure d'un Garibaldi qui dix ans auparavant s'était montré capable de rallier le *Mezzogiorno*.
- 30 La convergence des documents villageois⁶³ montre comment dans ces cellules de bases se joua la résolution des crises. En aval l'appropriation privée des terroirs attise en effet les inimitiés et tend à des regroupements communaux qui sont autant de formes d'arbitrages⁶⁴. L'Etat entend commander la régularisation administrative mais son intervention produit tout autant une dissociation des fonctions qui fait exploser les relations élémentaires pour leur substituer une autre classification⁶⁵. Un maillage urbain est tracé de façon encore inédite qui établit une hiérarchie des centres administratifs dans une perspective planificatrice⁶⁶. La déterritorialisation capitaliste s'accompagne ainsi aussitôt d'une nouvelle territorialisation⁶⁷. La recherche de relais sûrs permit d'articuler dans la circonscription électorale la nécessité impérieuse du temps du monde⁶⁸ et la quête d'immuabilité d'entités réduites⁶⁹. Elle a en outre l'avantage de garantir le temps d'une transition d'un loyalisme à l'autre ce que le poids des générations dans la survie de la dynastie vient contrarier⁷⁰. Après s'être repenti de ses tendances francophiles dans les bras de son oncle Charles-Félix mourant en 1831, Charles-Albert choisit un exil volontaire après son abdication en 1849, et c'est à son fils Victor-Emmanuel II qu'il appartiendra de faire l'Italie⁷¹. De son côté la France qui avait prétendue ouvrir le siècle⁷² ne sait plus comment en finir avec la Révolution : éviter l'ennui comme la nostalgie tel sera son credo⁷³.
- 31 Le court XIX^e siècle dans le comté de Nice présente donc des constantes qui se sont manifestées à chaque fois que ce petit pays trouva une caisse de résonance dans des situations politiques qui ont leur origine ailleurs. Les notables expriment cette capacité à épouser le destin local dont ils tiennent leur existence de groupe. Ils sont ainsi dans chaque moment de crise un devenir à atteindre qu'ils trouvèrent dans l'adhésion aux valeurs dominantes fussent-elles plébéiennes. Cette vitalité entraîne des revirements qui sont au regard de plus vastes loyautés des reniements. La petite patrie apparaît alors comme une issue possible, le lieu privilégié des discussions sur le sentiment

particulariste. La carrière du général Masséna illustre l'égarement des Niçois au siècle des nationalités : d'abord engagé dans le royal italien, il s'employa brillamment dans la campagne décisive de Bonaparte en Piémont en 1796 avant de guerroyer un peu partout en Europe jusqu'à son retour à Nice en 1813, Louis XVIII le disgracia en raison du caractère douteux de son appartenance⁷⁴. En posant naturellement ce cadre aux dimensions de la France la III^e République entendit mettre un terme aux conditions historiques de son émergence⁷⁵. Pourtant ici la tendance ultérieure à une personnalisation du pouvoir enserrée dans les institutions nationales incarnée par Jean Médecin durant presque quarante ans témoigna peut-être du maintien dans le département des Alpes-Maritimes des anciennes contradictions propres au comté de Nice⁷⁶.

- 32 Au terme de cette communication les crises dans l'histoire contemporaine des Alpes-Maritimes enseignent la démocratie, ses modalités d'application et les contraintes qu'elle dût affronter. Assurément le régime moderne de la politique s'est propagé avec la généralisation du vote à bulletin secret dont les principes sont posés dès 1792 et qui trouve dans la revendication du contrôle électoral de la force armée sa dynamique révolutionnaire. Cette pratique demeure en 1848 mais la discrimination censitaire en atténue la portée universelle jusqu'à ce que son externalisation ne soulève les foules domestiquées par la conscription. En 1870 c'est le suffrage direct par acclamation qui instaure en France la République et provoque la fin de la dé-émancipation d'une classe bourgeoise jusqu'alors déboussolée par l'avènement des masses sur lesquelles s'appuyaient Napoléon III⁷⁷.
- 33 Il se trouve que chez nous la forme de consultation à mains levées avait des racines profondes dont témoigne la vie des communautés. Une tradition inscrite dans un paysage parcellaire depuis 1388 mais résultant en réalité de l'effort d'agglomération des allégeances par l'Etat savoisien⁷⁸ se trouve réactivée. La perception organiciste de la société ne fut mise à mal qu'avec la mutation libérale dans l'ordre des *Publici* le 7 octobre 1848.
- 34 Cette dépendance directe des communautés à l'égard du Prince s'était érodée à partir de la fin du XVII^e siècle avec le développement de la bureaucratie dont le rôle d'écran entre le centre et les périphéries attirait ceux qui, nous le disons pour commencer, après avoir été les créanciers de la ville souhaitaient servir l'Etat contre un statut plus honorifique que rentable. L'Etat national français pourra lui aussi compter sur la recomposition de solidarités anciennes dont Napoléon Bonaparte saura jouer au profit du département, non sans que le bureau de la statistique en 1806 n'en suscite la première carte mentionnant la division linguistique de son territoire⁷⁹. Les Alpes-Maritimes demeurant aujourd'hui frontalières, du moins pouvons-nous espérer qu'une petite patrie dont la gestation fut d'abord envisagée dans l'improvisation à partir de la proclamation de la 1^{er} République le 21 septembre 1792, avant de donner lieu à des équivoques nombreuses au gré de changements survenus à Paris⁸⁰, puisse aider à la compréhension entre les peuples.

NOTES

1. - Carlo Capra, « Nobili, notabili, élites : dal « modello » francese al caso italiano », dans *Quaderni Storici*, 1978, 37, pp. 12-42.
2. - Sur la périodisation d'une science politique ayant pour phase initiale, celle des précurseurs, les années 1815-1875, Giorgio Sola, « Classe dominante, classe politica ed élites », dans *Il Pensiero Politico. Rivista di Storia delle Idee Politiche e Sociali*, 2003, 3, pp. 464-484.
3. - Arno Mayer, *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la grande guerre*, Paris, 1983, pp. 129-184.
4. - César, *La guerre des Gaules*, Livre I et p. 243, Paris, 1964.
5. - Marita Gilli, Richard Parisot, « Nice et la Provence vues par des voyageurs allemands avant et après la Révolution de 1789 », dans *La Révolution française : la guerre et la frontière*, Monique Cubbels (dir.), Paris, 2000, pp. 283-298.
6. - La conséquence de ce mouvement fut l'endettement des communautés d'habitants partout où celles-ci y opposèrent une résistance, Paul Canestrier, « L'inféodation des Communes du Comté de Nice à la fin du XVII^e siècle », dans *Nice-Historique*, 1944, 3, pp. 91-101. Plus généralement l'accroissement des dépenses extraordinaires de l'Etat dont les guerres furent la cause première conduisit à la venalité des offices et à l'autonomisation d'un secteur financier, Enrico Stumpo, *Finanza e Stato moderno nel Piemonte del Seicento*, Roma, 1979.
7. - José Gentil Da Silva, « A propos de Nice : dépréciation de la monnaie courante et protection des patrimoines (XVI-XVIII^e siècles) », dans *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Nice*, 1978, 19, pp. 64-67.
8. - La classe dominante comme catégorie historique comporte quatre éléments, Robert Mandrou, « Un exemple de définition : le concept de classe », dans *Seconde conférence internationale d'histoire économique*, Aix-en-Provence, 1962, pp.829-835. Si la notabilité niçoise répond à des rapports économiques, des modes de vie et des niveaux culturels communs on peut considérer que sa dépendance à l'égard de l'Etat avec lequel elle entretient un rapport de service n'en faisait pas avant les bouleversements dont il s'agit de traiter ici un groupe homogène du point de vue de la perception d'un rôle directeur.
9. - Ordonnances du Conseil municipal, 9 marzo 1792, A.M.Nice, BB52.
10. - Ordonnances du Conseil municipal, 1^{er} giugno 1792, A.M.Nice, BB52.
11. - Henri Sappia, « Les hautes magistratures de la ville de Nice et de sa province (ou comté) », dans *Nice-Historique*, 1902-1903.
12. - Ordonnances du Conseil municipal, 9 marzo 1792, A.M.Nice, BB52.
13. - Henri Sappia, « Les hautes magistratures de la ville de Nice et de sa province (ou comté) », op. cit.
14. - Procès-verbaux de l'assemblée des différentes communes du ci-devant comté de Nice, 3 janvier 1793, A.D.A.M., L0013.
15. - Ordonnances du Conseil municipal, 6 luglio 1792, A.M.Nice, BB52.
16. - Procès-verbaux de l'assemblée des différentes communes du ci-devant comté de Nice, 19 décembre 1792, A.D.A.M., L0013.
17. - Procès-verbaux de l'assemblée des différentes communes du ci-devant comté de Nice, 3 janvier 1793, A.D.A.M., L0013.
18. - Ordonnances du Conseil municipal, 20 gennaio 1792, A.M.Nice, BB52.
19. - Ordonnances du Conseil municipal, 31 gennaio 1792, A.M.Nice, BB52.
20. - Henri Sappia, « Les hautes magistratures de la ville de Nice et de sa province (ou comté) », op. cit.
21. - Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population*, Paris, 2004, pp. 57-118.

22. - Procès-verbaux de l'assemblée des différentes communes du ci-devant comté de Nice, 3 janvier 1793, A.D.A.M., L0013.
23. - Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, 1993, pp. 83-98.
24. - Luciano Cafagna, « Dalla aristocrazia alle élites. Spuniti toquevilliani e non », dans *Il pensiero gerarchico in Europa XVIII-XIX secolo*, Antonella Alimento, Cristina Cassina (a cura di), Firenze, 2002, pp. 300-304.
25. - Henri Costamagna, « Du comté de Nice aux Alpes-Maritimes : l'office d'intendance et l'évolution des Communautés », dans *Du comté de Nice aux Alpes-Maritimes. Les représentations d'un espace politique et culturel dans l'histoire*, Colloque, Nice, 2000, pp. 57-60.
26. - Michel Derlange, « Les familles de noblesse niçoise et la traversée de la Révolution et de l'Empire », dans *Cahiers de la Méditerranée*, 1997, 55, pp. 178-180.
27. - Michèle H. Siffre, « La noblesse niçoise et la Révolution française », dans *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Nice*, 1973, 19, pp. 73-77.
28. - Olivier Vernier, « Nice et la représentation parlementaire de son comté à Turin », dans *Recherches Régionales*, 1990, 2, pp. 73-80.
29. - Hubert Heyries, *Les militaires savoyards et niçois entre deux patries 1848-1871. Approche d'histoire militaire comparée : armée française, armée piémontaise, armée italienne*, Montpellier, 2001, pp. 64-68 et 125-133.
30. - Thierry Couzin, *Originalité en politique : le cas du Piémont dans la naissance de l'Italie (1831-1848). Gouverner le royaume de Sardaigne à l'époque de Charles-Albert*, Zürich, 2001, pp. 183-187.
31. - Hervé Barelli, « Les premières élections législatives dans la province de Nice 1848-1850 », dans *Nice-Historique*, 1997, 1, pp. 15-31.
32. - Roxane Bérrouguet, « Entre italianité et francité, Puget-Théniers de 1792 à 1814 », dans *Recherches Régionales*, 2001, 158, pp. 39-47.
33. - Henri Costamagna, « Communautés et pouvoir central dans la province de Nice durant la Restauration sarde (1814-1848) », dans *Ombre e luci della Restaurazione. Trasformazioni e continuità istituzionali nei territori del Regno di Sardegna*, Convegno, Roma, 1997, pp. 336-362. A quoi tient-il que la routine soit en réalité une lutte sans merci ? En Piémont cette expérience semble avoir trouvé un point de départ lors de la présence française qui prépara un apprentissage des conflits dans le maquis des entités locales sur le modèle libéral tel qu'il affleure en 1848, Marco Volardo, *Il notabilato piemontese da Napoleone a Carlo Alberto*, Torino, 1995.
34. - Denis Andreis, « La Restauration sarde dans la « France rustique » : Saint-Martin d'Entraunes de 1814 à 1860 », dans *Recherches Régionales*, 2001, 158, pp. 93-102.
35. - Dominique Vignau, « D-V Délib » : essai d'informatisation des délibérations du conseil de communauté de Saint-Léger (1747-1793) », dans *Cahiers de la Méditerranée*, 1996, 53, pp. 63-64.
36. - Thierry Couzin, op. cit., pp. 50-52.
37. - Elections de députés, révision des listes, pièces diverses, Nizza, 14 aprile 1848, Guillaumes, 27 mai 1848, A.D.A.M., F.S., 110.I.
38. - Elections de députés, révision des listes, pièces diverses, Nizza, 6 giugno 1848, A.D.A.M., F.S., 110.I.
39. - Regio editto 29 ottobre 1847, dans *Raccolta degli Atti del Governo di S.M. il Re di Sardegna*, A.D.A.M., F.S.
40. - Elections de députés, révision des listes, pièces diverses, Torino, 8 giugno 1848, A.D.A.M., F.S., 110.I.
41. - Henri Sappia, « Les hautes magistratures de la ville de Nice et de sa province (ou comté) », op. cit.
42. - Thierry Couzin, op. cit., 190-193.
43. - Actes consulaires, 4 maggio 1848, AM.Nice, D047.
44. - *L'Echo des Alpes-Maritimes*, 5 mars 1848, A.M.Nice.

45. - Il Console Generale a Nizza, Galateri di Genola, al Ministro degli Esteri, Visconti Venosta, Nizza, 21 luglio 1870, *I documenti diplomatici italiani. Prima serie 1861-1870*, Vol. III, Roma, 1963, pp. 144-145.
46. - Il Ministro degli Esteri, Visconti Venosta, ai rappresentanti diplomatici all'estero, Firenze, 29 agosto 1870, Ibid. pp. 409-418.
47. - Il Ministro a Vienna, Minghetti, al Ministro degli Esteri, Visconti Venosta, Vienna, 2 settembre 1870, Ibid., p.445.
48. - Délibération du conseil municipal de Nice, 4 septembre 1870, A.M.Nice, 1D1.
49. - Alain Plessis, *De la fête impériale au mur des fédérés 1852-1871*, Paris, 1979, pp. 223-224.
50. - Il Console Generale agli Esteri, Blanc, ai Ministro degli Esteri, Visconti Venosta, Nizza, 5 settembre 1870, *I documenti diplomatici italiani*, op. cit., pp. 468-469.
51. - Délibérations du conseil municipal de Nice, 6 septembre 1870, A.M.Nice, 1D1.
52. - Il Segretario generale agli Esteri, Blanc, ai Ministri a Berlino, De Launay, a Londra, Cardona, a Madrid, Cerruti, a Monaco di Baviera, Migliorati, a Pietroburgo, Carracciolo di Bella, e a Vienna, Minghetti, Firenze, 7 settembre 1870, *I documenti diplomatici italiani*, op. cit., p. 483.
53. - Il Ministro degli Esteri, Visconti Venosta, ai Ministro a Parigi, Nigra, Firenze, 11 settembre 1870, Ibid., p.525.
54. - Il Console Generale a Nizza, Galateri di Genola, al Ministro degli Esteri, Visconti Venosta, Nizza, 11 settembre 1870, Ibid., pp. 526-528.
55. - Délibération du Conseil municipal de Nice, 13 septembre 1870, A.M.Nice, 1D1.
56. - Il Console Generale a Nizza, Galateri di Genola, al Ministro degli Esteri, Visconti Venosta, Nizza, 14 settembre 1870, *I documenti diplomatici italiani*, op. cit., pp. 551-552.
57. - Thierry Couzin, « Subversion et Révolution dans le pays niçois de 1790 à 1796 », dans *Recherches Régionales*, 155, pp. 27-32.
58. - Les événements de 1792 et 1848 caractérisé d'une part par une vacance de l'intendant avant l'institution du préfet, d'autre part par une résistance à l'égard de son autorité, ne remettent-ils pas au goût du jour les assemblées des chefs de maison qui d'après le rapport Joanini de 1752 ne concernaient plus qu'une dizaine de communautés ?, Maurice Bordes, « L'originalité » des institutions communales du Comté de Nice au XVIII^e siècle », dans *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Nice*, 1973, 19.
59. - Paul Gonnet, « Les différents visages à Nice d'une invention française (29 septembre 1792-mai 1814) », dans *Du comté de Nice aux Alpes-Maritimes*, op. cit., pp. 65-70.
60. - Daniel Nordman, « L'espace objet : le département, dans *Annales E.S.C.*, 1990, 2.
61. - Michel Derlange, op. cit.
62. - Hubert Heyries, op. cit., pp. 21-166.
63. - José Gentil Da Silva, « Le village dans la perspective d'une histoire comparative », dans *Le village en Provence*, Colloque, Mouans-Sartoux, 1985, pp. 233-239.
64. - Sur l'affleurement dans des documents normatifs de cette tendance dans le pays niçois et en Piémont, Thierry Couzin, « Regroupements villageois en Piémont au milieu du XIX^e siècle », dans *Recherches Régionales*, 2002, 161, pp. 75-79.
65. - Jean-Michel Leger, Anne Simonet, *De la coopération intercommunale au regroupement des communes*, Paris, 1975, pp. 3-27.
66. - Paola Sereno, « Le città e il territorio : ordinamento spaziale della maglia amministrativa », dans *Il Piemonte alle soglie del 1848*, Umberto Levra (a cura di), Torino, 1999, pp. 3-21.
67. - Gilles Deleuze, Felix Guattari, *Capitalisme et schizophrénie. L'anti-oedipe*, Paris, 1973, pp. 285-312.
68. - Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV-XVIII^e siècle, 3. Le temps du monde*, Paris, 1979, pp. 74-97.
69. - Sur la question de l'invariance de certains traits propres à la notabilité et notamment l'exercice de certaines de ses prérogatives dans un espace social dans lequel tout le monde se

connaît, Paul Veyne, *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, 1976, pp. 733-743.

70. - José Gentil Da Silva, « Le poids des générations sur les ruptures séculaires », dans *Les limites de Siècles*, Vol. III, Colloque, Besançon, 1997, pp. 733-743.

71. - Giuseppe Talamo, « Carlo Alberto », dans *Dizionario biografico degli Italiani*, Vol. 20, Roma, 1977, pp. 310-326.

72. - Daniel S. Milo, *Trahir le temps*, Paris, 1991, pp. 29-62.

73. - Pierre Rosanvallon, *Le désenchantement de la démocratie : histoire et forme d'un sentiment*, Résumé de Cours au Collège de France 2003-2004, Paris, 2004, pp. 1113-1120.

74. - Daniel Ligou, « La frontière franco-italienne des Alpes-Maritimes et le général Masséna, d'après ses mémoires (1792-1795) », dans *La Révolution française : la guerre et la frontière*, op. cit., pp. 167-176.

75. - Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, 1997.

76. - Jacques Basso, « Jean Médecin : pouvoir et action politique », dans *Cahiers de la Méditerranée*, op. cit., pp. 93-111.

77. - Domenico Losurdo, *Democrazia o bonapartismo. Trionfo e decadenza del suffragio universale*, Torino, 1993, pp. 34, 56, 78 et 139-140.

78. - Alessandro Barbero, *Il ducato du Savoia. Amministrazione e corte di uno Stato franco-italiano*, Bari, 2002, pp. 3-47.

79. - Daniel Nordman, Marie Vic-Ozouf-Marignier (dir.), *Atlas de la Révolution française. 4. Le territoire. Réalités et représentations*, Paris, 1989, pp. 69-70.

80. - Jacques Godechot, *La grande nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde de 1789 à 1799*, Paris, 1983, pp. 61-90.

RÉSUMÉS

Entre 1792 et 1870, les Alpes Maritimes ont connu trois bouleversements importants suite à des interventions extérieures. En 1792 l'entrée de l'armée française entraîne l'installation de la République, en 1848 avec la nouvelle révolution, une constitution libérale est octroyée et en 1870 c'est le rattachement à la France et les remous séparatistes. A chaque fois s'est posé le problème des élites anciennes et nouvelles, et de leur conservation ou accession au pouvoir.

Between 1792 and 1870, Maritime Alps have known three considerable discorders consequently to external interferences. In 1792 penetration of the french army brought accession to the Republic, in 1848 with the newrevolution, a liberal constitution is conceded and in 1870 it is again the annexation of France but also separatist inclinations. At the some time problem of ancient and new elites is set and also their preservation or accession to power.

INDEX

Mots-clés : frontière, notabilité, changements politiques, élites et pouvoir

AUTEUR

THIERRY COUZIN

Docteur en histoire - Université de Nice Sophia-Antipolis